

**SEPTIEME REUNION ORDINAIRE DU
CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BIDC**

DISCOURS

**DE MONSIEUR CHRISTIAN ADOVELANDE
PRESIDENT DE LA BIDC**

- Abidjan, le 30 juin 2009 -

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire,
Monsieur le Ministre de l'Intégration Africaine,
Monsieur le Ministre des Infrastructures,
Monsieur le Ministre des Mines et de l'Energie,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Vice Président de la Commission de la CEDEAO,
Monsieur le Vice Président de la BIDC,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux au nom de Madame le Président du Conseil des Gouverneurs, représentée ici présent par Monsieur Jorge BORGES de pouvoir vous accueillir à cette septième session ordinaire du Conseil des Gouverneurs de notre Institution communautaire, la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et c'est avec un réel plaisir que je vous souhaite la bienvenue.

Avant toutes choses, je souhaite remercier S.E. Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte d'Ivoire, son Gouvernement et le peuple ivoirien, pour son hospitalité chaleureuse et les facilités constantes qu'ils accordent à la Banque.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire,
Monsieur le Ministre de l'Intégration Africaine,
Monsieur le Ministre des Infrastructures,
Monsieur le Ministre des Mines et de l'Energie,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Vice Président de la Commission de la CEDEAO,
Monsieur le Vice Président de la BIDC,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous présenter, l'évolution de l'activité ces cinq dernières années et les conséquences de la réforme institutionnelle achevée qui font aujourd'hui de la BIDC une Institution totalement opérationnelle, avant, dans un deuxième temps, vous exposer, plus particulièrement, les dernières initiatives prises par la BIDC auprès des principaux partenaires au développement pour répondre aux difficultés de l'accès de nos états et de nos entreprises aux financements, du fait de la crise financière internationale.

Au cours de l'exercice 2008, dix-huit (18) prêts approuvés pour un montant de 117,5 millions d'UC (soit environ 85 milliards de F CFA) de même dix-sept (17) conventions de financement de projets ont été signées pour un montant de 102 millions d'UC soit 78 milliards de F CFA, ce qui porte le volume de nos engagements à 384,7 millions d'UC soit 289 milliards de F CFA.

La Banque est devenue bénéficiaire dès 2007 et les résultats financiers de 2008 qui se chiffrent à 60 millions de dollars viennent renforcer la structure financière de l'Institution avec des fonds propres représentant environ 129 % du capital social libéré.

Mais force est de reconnaître que ce niveau d'approbation de 2008 est en recul par rapport à 2007 du fait de l'épuisement de nos ressources.

Globalement du 1^{er} janvier 2004, date du démarrage effective des activités opérationnelles de la BIDC au 31 décembre 2008, soixante quinze (75) concours

financiers ont été approuvés, pour un montant équivalent à 765,5 millions de dollars EU soit environ 360 milliards de F CFA, en faveur des Etats membres de l'Union avec un rythme moyen de 72 milliards de F CFA par an.

C'est dire que les réformes courageuses que vous avez accepté d'engager au cours de la période ont porté leur fruit et c'est le lieu encore une fois de vous en féliciter.

Sur l'exercice en cours, des mesures ont été engagées pour affiner nos procédures d'interventions et poursuivre l'amélioration des processus opératoires nécessaires à la bonne gestion de la Banque.

C'est ainsi que les Politiques de la BIDC en matière de bonne gouvernance, d'environnement et de développement durable, en matière de genre, le manuel pour le traitement et le provisionnement des créances en souffrance et le manuel de procédures pour la cotation des entreprises ont été adoptés.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire,

Monsieur le Ministre de l'Intégration Africaine,

Monsieur le Ministre des Infrastructures,

Monsieur le Ministre des Mines et de l'Energie,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil des Gouverneurs,

Monsieur le Vice Président de la Commission de la CEDEAO,

Monsieur le Vice Président de la BIDC,

Mesdames et Messieurs,

Au cours de notre réunion extraordinaire de février 2009, nous avons analysé ensemble les conséquences de la crise financière internationale sur les pays de la Communauté. Nous avons reconnu que la crise touche de plein fouet nos

économies, qu'elle a paralysé nos banques qui limitent les crédits nécessaires à l'investissement et donc la croissance. Nous avons reconnu que la chute de nos matières premières consécutive à la contraction de la demande mondiale restera un sujet de préoccupation pour notre région. De même, la baisse des transferts de fonds et de l'aide publique au développement entraîneront une importante diminution des flux de capitaux vers les pays de la CEDEAO.

Malheureusement, les prévisions des institutions de Bretton Woods confirment cette tendance et ne préfigurent pas d'un scénario de sortie de crise pour l'année 2009 : baisse de 2,9 % de la production mondiale et recul de près de 10 % du commerce mondial en 2009, accompagnés d'un effondrement des flux de capitaux privés qui pourraient chuter de 707 milliards en 2008 à 363 milliards de dollars en 2009.

Avec votre permission, je voudrais également vous présenter les initiatives prises par la BIDC auprès des partenaires au développement pour répondre aux importants défis, pour nos économies, résultant de la crise internationale et le rôle que doit tenir notre Banque, la BIDC, pour en limiter les effets au sein de notre Communauté.

Mais pendant ce temps, les demandes de financement adressées à la BIDC sont de plus en plus importantes du fait des besoins de nos Etats et nous devons y répondre afin de jouer un rôle contre cyclique aussi bien en matière de financement des infrastructures qu'en matière de l'agriculture et de soutien au secteur privé.

Malheureusement, à la fin de l'exercice 2008, toutes nos ressources notamment la ligne de crédit indienne (250 millions de dollars EU) ainsi que l'emprunt

obligataire mobilisé sur le marché financier de l'UEMOA (24,4 milliards FCFA) ont été complètement engagés.

Il convenait donc, conformément aux orientations que vous avez fixées, de reprendre des discussions avec nos principaux partenaires afin d'examiner avec ceux-ci les appuis qu'ils pourraient apporter à la Banque en vue de mobiliser les ressources nécessaires aux besoins de financements considérables de notre sous-région.

Dans ce cadre, nous avons conduit des missions notamment auprès de la BAD, la BEI, l'AFD et certains Etats notamment l'Inde et la Chine.

A ce stade, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'un accord de principe a été donné par les responsables indiens pour le renouvellement de cette ligne pour un nouveau montant de 250 millions de dollars. L'accord doit être signé incessamment.

De même nous avons reçu un écho favorable de la BAD en vue d'une prise de participation au capital de la banque, et de la mise en place de diverses lignes de refinancement en vue de soutenir les activités de la BIDC.

Mais parallèlement, à toutes ces actions nous devons explorer la possibilité de mobilisation des ressources internes à la région aussi bien publiques que privées. Pour ce faire, nous avons fortement besoin de votre appui. D'ores et déjà, nous saluons la décision de la Conférence des Chefs d'Etat et Gouvernement qui à sa session du 22 juin dernier à Abuja a approuvé, sa proposition du Président GBAGBO, la création d'un Fonds des Infrastructures.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire,
Monsieur le Ministre de l'Intégration Africaine,
Monsieur le Ministre des Infrastructures,
Monsieur le Ministre des Mines et de l'Energie,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil des Gouverneurs,
Monsieur le Vice Président de la Commission de la CEDEAO,
Monsieur le Vice Président de la BIDC,
Mesdames et Messieurs,

Au cours de la présente séance, nous allons nommer un nouveau président du Conseil conformément aux dispositions statutaires, c'est le lieu de remercier Mme Cristina DUARTE, Ministre des Finances du Cap Vert et Président sortant, pour son engagement, sa clairvoyance et sa vision lors de son mandat à la présidence du conseil et le soutien qu'elle a bien voulu manifester à la banque dans ses démarches auprès de certains bailleurs de fonds.

Pour terminer, je voudrais vous inviter à examiner avec votre attention habituelle les différents dossiers soumis afin de parvenir aux décisions les plus appropriées pour la banque.

Merci de votre attention.